Textures
ISSN : 2971-4109
Éditeur : Université Lumière Lyon 2

28 | 2024
Mémoire et mémoires

Mémoire communiste des Espagnols à Villeurbanne

Communist Memory of the Spanish in Villeurbanne
Memoria comunista de los españoles en Villeurbanne

Yonathan Alonzo Herrera

https://publications-prairial.fr/textures/index.php?id=1047

DOI : 10.35562/textures.1047

Référence électronique
Yonathan Alonzo Herrera, « Mémoire communiste des Espagnols à Villeurbanne », *Textures* [En ligne], 28 | 2024, mis en ligne le 11 avril 2024, consulté le 02 février 2026. URL : https://publications-prairial.fr/textures/index.php?id=1047

Droits d'auteur
CC BY 4.0

Prairial
Pôle éditorial
Lyon Saint-Étienne

Mémoire communiste des Espagnols à Villeurbanne

Communist Memory of the Spanish in Villeurbanne
Memoria comunista de los españoles en Villeurbanne

Yonathan Alonzo Herrera

PLAN

Introduction
Villeurbanne, ville ouvrière et communiste
Le PCF et l'Espagne en guerre
Les communistes villeurbannais en faveur de l'Espagne républicaine
Les Espagnols communistes et de leurs descendants villeurbannais

TEXTE

Introduction

1 La crise économique mondiale des années 1930 [1], la Grande Dépression, qui a fortement touché la France, en particulier l'agglomération lyonnaise, et le désenchantement d'une partie de la classe ouvrière vis-à-vis des dirigeants de la SFIO (Section française de l'internationale ouvrière), a provoqué l'incorporation progressive au PCF d'adhérents mécontents [2], tel Joseph Fuentes [3]. À cette époque, socialistes, communistes, voire anarchistes connurent des conflits internes, liés aux déchirements politiques provoqués par l'internationalisation de la guerre d'Espagne (1936-1939).

2 La victoire électorale du Front populaire en Espagne (février 1936) et en France (mai 1936) [4], et celle du PCF à la mairie de Villeurbanne la même année – phénomènes politiques soutenus par l'Internationale communiste (IC) ou *Kominterm* en réponse à l'instauration de régimes fascistes en Europe [5] – mettent en lumière l'ampleur d'une action et d'une intervention politiques notables du PCF envers l'Espagne républicaine.

3 Nous chercherons à analyser l'intégration entre le PCF, les réfugiés espagnols et leurs descendants à Villeurbanne entre 1936 et 1939. Cette réflexion et problématisation de la représentation du passé correspondent à une question historique de l'humanité : « la problématique mémorielle ». Mais quel type de mémoire ? Les historiens français Pierre Vidal-Naquet [6] et Henry Russo [7] expliquent qu'une société en quête d'identité, et qui connaît des querelles de mémoire, a besoin du regard historique à condition que celui-ci s'insère dans les terres du souvenir collectif (mémoires). Cela permet la postérité d'un événement dans la conscience collective. Cela permet aussi d'affirmer que les souvenirs d'une société en conflit se fondent aussi sur les demandes sociales de doléances mémorielles, sur les récits et les témoignages. C'est pourquoi nous insisterons sur la nécessité de connecter l'histoire de l'Espagne républicaine avec l'engagement collectif et l'intérêt individuel pour la transmission de la mémoire de son exil et de sa migration en France.

4 Dans cette perspective, nous étudierons l'identité ouvrière et l'engagement politique des Espagnols dans un contexte de communisme municipal de banlieue au milieu du XX^{e} siècle à Villeurbanne. Nous avons jugé nécessaire de consulter les rapports du comité central du PCF tenu à Arles [8] et les délibérations de la ville de Villeurbanne conservés dans les archives locales (le Rize), afin de saisir les actions d'aide auxquelles ils ont participé, ainsi que la presse nationale et locale de l'époque.

5 Bien avant la guerre d'Espagne (1936-1939), Villeurbanne avait constitué un espace de liens sociopolitiques entre une forte immigration ouvrière et les Français qui rejoignaient le PCF et d'autres mouvements. C'est pourquoi le parti et les syndicats conduisirent de nombreuses initiatives et différentes associations d'aide durant les premières années de la guerre. La solidarité communiste villeurbannaise dans un cadre urbain, notion nouvelle en 1936, peut s'expliquer par le fait qu'il ne s'agit pas seulement de mener des campagnes politiques contre la non-intervention, à l'échelle nationale, mais aussi d'organiser des meetings de soutien, des collectes de fonds ou de matériel divers, des achats de nourriture et de médicaments, des grèves, des manifestations, voire le recrutement et l'envoi de volontaires pour combattre en faveur de l'Espagne républicaine [9].

6 L'intervention politique du PCF au sujet de l'Espagne s'effectue de deux manières : d'une part indépendante, par l'intervention des pouvoirs publics locaux, les militants n'ayant de comptes à rendre à personne d'autre qu'au parti, et d'autre part unitaire, par le biais des divers comités d'aide, principalement les comités organisés au sein du Front populaire français [10].

Villeurbanne, ville ouvrière et communiste

7 Au cours des années 1930, l'élan de la droite à Lyon favorise la concrétisation de l'implantation d'un « communisme municipal » dans la banlieue, notamment à Vaulx-en-Velin, Vénissieux et Villeurbanne. Cette expression introduite par plusieurs chercheurs de l'histoire des communistes en France, notamment Marie-Paule Dhaille-Hervieu [11], permet d'expliquer l'ensemble des actions que les élus locaux du PCF entreprennent pour servir les intérêts de ceux qui permettent leur réélection, mais aussi les composantes sociale et identitaire antifascistes de la classe ouvrière villeurbannaise.

8 La municipalité de Villeurbanne, communiste depuis 1935, est un terrain privilégié pour récupérer et réparer le lien de solidarité tissé avec une classe ouvrière touchée par la crise économique de l'époque et par la discordance d'alliance au sein de la gauche locale [12]. À partir de 1935, Camille Joly et la municipalité entament une (re)politisation de la vie des Villeurbannais à travers des assemblées populaires et ils renforcent une politique culturelle militante antifasciste dans des espaces publics créés précédemment par la SFIO (théâtre populaire, bibliothèque municipale, université prolétarienne, etc.) [13].

9 Dans ce contexte, la CGT et la Voix du Peuple (organe régional du PCF) se font l'écho des doléances des ouvriers opposés aux intentions des socialistes de rester à la tête du pouvoir local. Camille Joly, nouvel élu communiste, doit alors gérer les charges économiques et sociales laissées par l'administration précédente, et assumer l'héritage d'un projet d'urbanisme non voulu « œuvres des Gratte-Ciel » tout en allouant des moyens importants au soutien des chômeurs et des grévistes [14]. Le 22 avril 1935, après l'arrestation de deux grévistes devant les établissements de Textile artificiel du sud-est (TASE), une

manifestation a lieu à Villeurbanne. La municipalité intervient pour la levée des interpellations. Dans ce cadre, l'action de la municipalité de Villeurbanne s'oppose à l'arbitrage imposé par la préfecture du Rhône.

10 Ici, les élus ne jouent pas les conciliateurs, ils ne cherchent pas à s'interposer pour trouver un compromis, mais se contentent de donner aux responsables syndicaux un appui appréciable. Ils leur ouvrent les salles dont ils ont le contrôle et facilitent aux grévistes l'accès au restaurant populaire qui a été ouvert pour les chômeurs [15].

11 Ainsi, les forces politiques de gauche appuient en permanence la classe ouvrière dans la sphère publique de Villeurbanne, ce qui polarise l'atmosphère politique. D'un côté, les communistes et la CGT luttent pour la revendication du mouvement ouvrier contre le fascisme de Mussolini et le nazisme hitlérien ; de l'autre, la droite française mène une campagne de presse anti-gauche, voire contre la population immigrante, dont les Espagnols et leurs descendants [16].

12 La critique de la précédente gestion socialiste et l'avertissement de la poussée du fascisme municipal, formulée par le PCF, n'empêchent pas un rapprochement entre ces forces de gauche. En janvier 1936, se tint à Villeurbanne le VIII[e] congrès national [17] du Parti communiste français, auquel des grévistes, des soldats, des détenus politiques et la jeunesse socialiste de Genève participent. Les sections SFIO de Lyon et Villeurbanne avaient envoyé des déclarations pour saluer et soutenir cette activité [18]. De même, les partis communistes d'Allemagne, de Pologne, de Yougoslavie [19] et d'Argentine exprimèrent leur solidarité. Lors de ce congrès, les délégués prirent conscience de l'ampleur du fascisme en France et se fixèrent comme mission l'union du Front populaire et des forces antifascistes. Pour Camille Joly et l'ensemble de la municipalité, il s'agissait de faire de Villeurbanne une ville au service d'une classe ouvrière combative et solidaire, composée, en outre, d'une importante population étrangère, en particulier d'Espagnols [20].

13 Le communisme municipal de Villeurbanne revendique donc l'émancipation des classes populaires, ainsi que la paix menacée au niveau local, national et international. La guerre d'Espagne représente ainsi la continuité de la solidarité historique entre le Parti communiste espagnol (PCE) et les communistes français. Sur ce point, Carlos Serrano [21] explique que le lien tissé et les luttes

partagées entre ces deux partis s'étaient déjà manifestés lors de l'insurrection des Asturies en 1934 (Espagne) en réponse à l'entrée dans le gouvernement de la CEDA (Confédération espagnole des droits autonomes).

14 La progression communiste à Villeurbanne est donc conjoncturelle, parce qu'électorale ; mais surtout elle est structurelle, puisqu'une prise de conscience ouvrière conduit à un processus de formation des espaces sociopolitiques exacerbé par la guerre d'Espagne en 1936.

Le PCF et l'Espagne en guerre

15 Parmi le vaste spectre politique français qui s'associa au mouvement de solidarité envers l'Espagne républicaine, les militants communistes constituaient un cas particulier. Le « problème espagnol » faisait l'objet d'une attention marquée chez les communistes français bien avant le conflit. La réunion du comité central de 1934, au cours de laquelle le PCF consacra une séance thématique à l'Espagne, en est une bonne preuve [22].

16 Peu après sa création en 1919, le *Komintern* prit contact avec plusieurs pays européens dont la France, où il était venu en aide, dès le début des années 1930, aux sections italienne, polonaise et espagnole. Le soutien du PCF fut matérialisé par l'action de maisons d'édition, de diffusion et de propagande, ainsi que par le financement par l'URSS [23]. À la même époque, les communistes espagnols retrouvèrent la légalité en Espagne lorsque la seconde république fut proclamée [24]. Cela permit l'élan du Parti communiste espagnol (PCE) dans l'activité politique en Espagne et dans la sphère internationale. Dans le cadre du comité central de l'Internationale communiste en 1933, le PCE identifia le fascisme comme une menace à la transformation politique de l'Espagne, notamment les attaques des groupes monarchiques, et réalisa une forte « autocritique » de son propre parti pour son combat non unitaire [25].

17 Ainsi, lorsqu'éclata la guerre en Espagne, le PCF soutint le gouvernement de Manuel Azaña (Front populaire espagnol) et revendiqua la lutte réelle contre le fascisme, et l'antifascisme en France. Ce discours domina la scène politique internationale dans

l'aide unitaire à l'Espagne [26]. En septembre 1936, un télégramme du PCF proposa au Parti socialiste français (PSF) une démarche commune en faveur d'une action internationale pour soutenir le camp républicain espagnol et toutes les forces opposées aux putschistes de Franco, ainsi que la coordination d'une réunion avec des délégations des deux partis et Léon Blum, président du gouvernement du Front populaire français. Le PCF proposa aussi une « action commune conformément au pacte d'unité, contre la recrudescence de l'agitation et des menaces fascistes, ainsi que l'organisation de la lutte contre la vie chère [27] » en France. La réponse de la SFIO sera peu convaincante, car même si l'ensemble du parti avait approuvé ces propositions, les communistes renvoient une nouvelle demande le 30 septembre 1936 en insistant pour « entreprendre une action commune auprès de l'IOS et de la FSI [28] pour que se réalise enfin l'unité internationale en faveur de l'Espagne républicaine ». Les socialistes répondirent et estimèrent « qu'il appartient aux organismes internationaux qualifiés de se prononcer » [29]. L'appel des communistes vers les socialistes pour l'unité des forces politiques à l'égard de l'Espagne républicaine se poursuivit sans résultats satisfaisants. La SFIO resta sourde [30].

18 Cette divergence entre les deux partis est révélatrice de la politique de non-intervention du gouvernement de Léon Blum et, en même temps, de l'engagement des communistes de Villeurbanne en faveur de l'Espagne républicaine.

Les communistes villeurbannais en faveur de l'Espagne républicaine

19 De 1936 à 1939, Villeurbanne joua un rôle fondamental dans l'organisation d'espaces de rencontre et de solidarité entre les républicains, français ou espagnols, et parfois d'autres groupes nationaux émigrés. Le 14 août 1936, le conseil municipal de la ville envoya son « salut fraternel aux ouvriers et Républicains du front populaire Espagnol en lutte contre les factieux, traîtres à leur Patrie [31] ». Il invita également la population « laborieuse de Villeurbanne à coopérer largement aux souscriptions ouvertes par les

organisations antifascistes » dans le but de « faire triompher l'Espagne républicaine qui doit assurer aux travailleurs la paix, la justice et la liberté » [32].

20 Cette déclaration nous conduit à nous interroger sur l'autonomie du PCF et sur la décision des communistes de ne pas participer au gouvernement de Leon Blum [33]. Tandis que la SFIO affirmait le 30 octobre 1936, « les représentants de notre parti n'ayant à aucun moment voulu s'associer à des décisions de désaveu de la politique de paix menée par le gouvernement de Léon Blum [34] », les pouvoirs publics locaux villeurbannais montraient leur soutien à l'Espagne républicaine avec une participation active de la mairie et du conseil municipal de la ville communiste. L'action des communistes villeurbannais mit en place plusieurs formes de solidarité. On trouve à l'époque une série d'associations, connues sous le nom de Rassemblement populaire, lequel compte un ensemble de comités qui « représentent » les principaux quartiers de la ville, ainsi que les sections socialiste et communiste : l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC), le Comité de défense des immigrés, le Secours rouge international, le Syndicat autonome des monteurs-électriciens, le Syndicat unitaire du textile et des métaux, le groupe « Henri Barbusse » de la FTOF (théâtre), la Ligue internationale des femmes pour la paix, la Ligue des droits de l'homme, le Comité central des chômeurs, le fonds de chômage « Gratte-ciel Grandclément », la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), les patronages laïcs de deux quartiers [35].

21 Dans ce contexte, en novembre 1936, lors de l'affaire de la fabrication industrielle de grenades apparemment destinées à l'Espagne républicaine, l'arrestation d'ouvriers et de conseillers municipaux prit une tournure politique [36]. L'inculpation de Gervais Bussière [37] conduisit à une forte mobilisation de la population et de la presse, qui s'enflamma dans un contexte de confrontation communicationnelle à l'échelle nationale et locale [38]. La presse devint une tribune en faveur ou contre l'appel de solidarité avec l'Espagne républicaine, ce qui raviva une radicalisation politique et sociale, notamment au sein des journaux *La Liberté* (Paris) et *La Voix du Peuple* (Lyon) [39].

22 Ainsi, face à la politique de non-intervention du gouvernement du Front populaire, puis d'un très fort mouvement de solidarité de

l'Internationale communiste à travers des partis communistes nationaux, cette dernière approuve la participation active du comité central du Parti communiste français et des Brigades internationales dans l'armée républicaine espagnole, ainsi que celle du Secours rouge à l'élan de solidarité à travers la collecte de matériel, de vivres, de médicaments, de couvertures et d'argent auprès de la population en France, notamment à Villeurbanne [40].

Les Espagnols communistes et de leurs descendants villeurbannais

23 Associer l'engagement politique des Espagnols à celui de leurs descendants nés en France n'est pas évident, et génère souvent des images antagonistes qui laissent peu de place à la nuance. Diverses représentations se sont cristallisées à Villeurbanne dans les années 1930 autour d'un événement médiatique important. Pour expliquer cette exacerbation sur la perception de la présence d'étrangers comme une menace à l'échelle nationale, voire pour la population locale, on doit évoquer l'affaire Joseph Fuentes d'août 1937. Alors que Villeurbanne suivait l'appel de solidarité avec l'Espagne en guerre, François Fuentes [41] défendait l'identité française de son fils assassiné par Jean Pallier [42], dans une lettre publique adressée à divers journaux de l'époque, tels le *Nouvelliste de Lyon* [43] ou *La Liberté* (Paris). Ainsi, une partie de la presse locale et nationale diffusa la version de la « légitime défense » et ouvrit le débat autour des étrangers en France, notamment à Villeurbanne [44].

24 L'affaire Fuentes fut instrumentalisée dans une atmosphère politique fortement polarisée. D'une part, le camp des ouvriers antifascistes et antifranquistes et, d'autre part, celui des conservateurs et du fascisme. L'assassinat de Joseph Fuentes, descendant d'immigrants espagnols, fut révélateur de la contribution de la presse politique à la dévalorisation du discours d'appel à la solidarité envers l'Espagne républicaine, mais également de l'action du PCF à Villeurbanne. Cela nous conduit à nous interroger sur la construction de l'identité de la deuxième génération des immigrants espagnols dans le tissu social de Villeurbanne, en particulier la configuration du communisme municipal : Joseph Fuentes entretenait-il des relations sociales

multidimensionnelles qui transcendaient les frontières nationales, notamment avec l'Espagne et les républicains espagnols ?

25 Pour répondre cette question, nous nous appuyons sur les travaux de plusieurs historiennes, notamment Nina Glick-Schiller, Linda Basch et Christina Blanc-Szanton [45]. Elles définissent le transnationalisme comme le processus par lequel les immigrés développent et entretiennent des relations sociales multiples qui lient ensemble leurs sociétés d'origine et d'installation. Le développement de champs sociaux liant des pays de départ et d'arrivée se fonde sur la vie quotidienne, les idées et les expériences de ces migrants.

26 D'un côté, on trouve un discours basé sur le principe de l'assimilation nationale des étrangers pour « être/devenir français » et qui nous conduit à la question de l'oubli du passé. En parallèle, on retrouve le discours du PCF de solidarité envers les républicains espagnols en pleine guerre. Ces deux discours sont fortement ancrés au sein de la famille Fuentes [46]. Ce dynamisme complexe rejoint le constat des historiens sur la difficulté que rencontre cette immigration interconnectée dans la construction de son identité au sein des cadres nationaux et dans la composition de communautés transnationales. Ainsi, le sociologue Roger Waldinger souligne que pour donner à ce terme une valeur plus épistémologique, il faut d'abord le (re)définir avec précision, notamment sur la distinction entre les points de « départ et d'arrivée » et les formes des relations possibles entre le « présent et le passé » [47].

27 De ce fait, les immigrants installés et leurs descendants nés dans un pays « étranger » agissent afin de produire une influence – politique et culturelle – dans leurs pays « d'origine », ils le font d'une façon qui reflète la présence continue du passé. Cette influence traduite par la mobilisation des idées, des pensées et des habitudes est fortement liée au déplacement géographique des migrants. En effet, une partie des Espagnols du sud de l'Espagne (province de Murcie) et une partie des Français d'origine espagnole installés en Algérie [48] ont quitté cette colonie pour rejoindre la France, certains Villeurbanne. On observe, dans les recensements, d'autres familles d'Espagnols dont les enfants les plus âgés sont nés à Alger ou à Oran [49]. C'est le cas de la famille Mortella, qui résidait au 14 bis, rue Antonin Perrin à Villeurbanne. Les deux parents étaient originaires de Torre-Pacheco,

petite ville au nord de Carthagène. Leur fils ainé, Joseph, naquit à Alger, en 1913. Cela laisse supposer un premier départ de Murcie avant cette date, avant de rejoindre la France métropolitaine et Villeurbanne par la suite. Même si la répartition des Espagnols sur le territoire villeurbannais fait écho à cette variété de parcours, il faut la distinguer des familles d'origine espagnole nées ici et constituées en France, comme la famille Salas qui résidait au 4, rue Professeur Calmette. Le père, Paul Salas, était originaire d'Oran tandis que ses trois enfants, Pierre, Marcel et Sylvane étaient nés à Lyon. En outre, on peut observer que François Fuentes s'était installé à Villeurbanne le 8 juillet 1929 [50], une branche de la famille y résidait depuis 1901 [51], ce qui explique son intérêt de rejoindre la banlieue est de Lyon.

28 Dans ce contexte, Joseph Fuentes a pu tisser des liens sociopolitiques à Villeurbanne dans les différents espaces « ici » (PCF) et « là-bas » dans la lutte contre le fascisme européen au sein du mouvement ouvrier villeurbannais dépassant les frontières nationales. Cela fit de lui un communiste qui, à travers l'action individuelle ou collective, construisit une forte identité militante opposée aux structures dominantes politique (le fascisme) et économique (le capitalisme) de l'époque. C'est également le cas d'autres communistes français d'origine espagnole à Villeurbanne, comme *Alcaraz*, Antonio Martínez ou Edmond Roca [52]. Il en va de même pour le Villeurbannais Michel Fernandez, qui participa à l'âge de 13 ans aux grèves de 1936 qui revendiquaient l'amélioration des conditions de travail. Il aida aussi à la collecte de nourriture, d'habits et d'argent lorsqu'éclata la guerre d'Espagne [53].

29 En 1934, Joseph Fuentes devint membre du Parti communiste et secrétaire de la cellule du quartier des Buers à Villeurbanne. Le PCF était alors un des partis qui refusait la politique de non-intervention du gouvernement du Front populaire français. Dans le cadre de la conférence nationale du parti à Montreuil (banlieue parisienne), en janvier 1937, José Diaz, secrétaire général du PCE adressa un télégramme de remerciement pour la solidarité de leurs confrères français [54].

30 La lutte contre le fascisme espagnol et européen est l'un des marqueurs du PCF. Cela explique la particularité de ses actions au sein du Front populaire, son rapprochement avec le mouvement

ouvrier villeurbannais caractérisé par son ampleur et la mixité des origines et des nationalités qui le constituait. Ainsi, Joseph Fuentes ouvrier au sein du service de transport de la municipalité, fut un activiste qui partageait les mêmes idées et valeurs antifascistes et de solidarité politique pour la liberté de l'Espagne.

31 L'influence et la notoriété de Joseph Fuentes s'étendirent dans le quartier des Buers de Villeurbanne après qu'il fut abattu d'un coup de revolver par Édouard Pallier, le 16 août 1937. L'ampleur de ce crime politique à l'échelle locale et nationale mit en lumière le coût de la polarisation et la rationalisation de la haine envers l'immigration et les communistes en France.

32 La mémoire du communisme municipal villeurbannais s'enracine dans un espace social, un territoire qui favorise une politisation de la classe ouvrière et d'autres mouvements sociaux, qui conduisent en 1936 au départ de nombreux volontaires, aussi bien des Espagnols et leurs descendants que d'internationalistes français, vers l'Espagne en guerre [55]. Ce regard historique se fonde sur une partie des souvenirs et des doléances mémorielles des migrations plurielles à Villeurbanne, dont celles des Espagnols. Cela nous permet de comprendre l'importance des récits et des témoignages pour rétablir le tissu social à travers la transmission de la mémoire de l'exil et de la migration en France.

BIBLIOGRAPHIE

Archives et rapports

Recensements de la population de Villeurbanne 1921 et 1936, Archives départementales du Rhône.

Réunions du Comité central du PCF 1921-1977. État des fonds et des instruments de recherche tome 1. 1921-1939, Fondation Gabriel Péri, 2007, disponible sur : https://gabrielperi.fr/wp-content/uploads/2020/04/cc-pcf-tome-1-1921-1939-1.pdf [consulté le 15 mars 2024].

Conseil municipal de Villeurbanne, *Délibération de la ville de Villeurbanne* 1936-1939, Archives municipales de Villeurbanne (le Rize).

Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple : rapports du Comité central pour le IXe Congrès national du Parti communiste français*, 1938, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k1186040.

Presse

BELMONT Alain, « L'affaire des grenades », *Viva en ligne*, 6 mars 2020, disponible sur : https://viva.villeurbanne.fr/histoire/2016/l-affaire-des-grenades [consulté le 15 mars 2023].

« Les fabricants des grenades identifiés pour la plupart sont recherchés à Paris et à Lyon », *La Liberté*, 28 octobre 1936, p. 1 : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4104395s.

« Le crime politique de Villeurbanne », *L'Humanité*, 19 août 1937, p. 2, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k407175b/f2.item.

SALINI Formose, « À la porte les Espagnols rouges qui mangent le pain français », *La Liberté*, 22 août 1937, p. 5, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k41046418/f5.item.

« L'affaire Fuentes », *Le Volontaire* 36, 27 août 1937, p. 2, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4527274q/f2.item.

« La "Cagoule" s'aplatit », *La Liberté*, 24 novembre 1937, p. 3, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k4104720f/f3.item.

« Le fasciste Pallier accusé de meurtre de notre camarade Fuentès est condamné à 6 mois de prison… pour port d'armée prohibée », *L'Humanité*, 28 janvier 1938, p. 2, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k407337b/f2.item.

Références

BONNEVILLE Marc, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière : Villeurbanne*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, DOI : https://doi.org/10.4000/books.pul.13286.

DHAILLE-HERVIEU Marie-Paule, *Communistes au Havre*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2009, DOI : https://doi.org/10.4000/books.purh.1178.

DULPHY Anne, Entre l'Espagne et la France. L'Algérie des pieds-noirs, Paris, Vendémiaire, 2014.

FERNANDEZ Michel, *Des années buissonnières* : 1942-1945, Lyon, Éditions BGA Permezel, 2000.

GLICK-SCHILLER Nina, BASCH Linda et SZANTON BLANC Cristina, « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration », *The*

Annals of the New York Academy of Sciences, nº 645, 1992, p. 1-24, DOI : https://doi.org/10.1111/j.1749-6632.1992.tb33482.x.

HERNÁNDEZ SÁNCHEZ Fernando, « El Partido Comunista de España en la Segunda República », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, nº 51, 2017, p. 85-100, DOI : https://doi.org/10.4000/bhce.684.

MEURET Bernard, *Le socialisme municipal : Villeurbanne 1880-1982*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2022, DOI : https://doi.org/10.4000/books.pul.13878.

MOISSONNIER Maurice, « Front populaire et identité communiste à Villeurbanne (1933-1936) », *Cahier d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, nº 24, 1986, p. 54-88, ARK : https://pandor.u-bourgogne.fr/archives-en-ligne/ark:/62246/r19751zztcwknk/f1.

MOISSONNIER Maurice, « Les nouvelles pratiques de la municipalité de Villeurbanne : le difficile "ministère des masses" au banc d'essai ? », *Le Mouvement social*, nº 153, 1990, p. 34-46, ARK : https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k5618564v.

MOISSONNIER Maurice, « FUENTÈS Joseph », *Le Maitron. Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2010, disponible sur : https://maitron.fr/spip.php?article114375 [consulté le 15 mars 2024].

MOISSONNIER Maurice, « JOLY Camille » *Le Maitron. Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2010, disponible sur : https://maitron.fr/spip.php?article89586 [consutlé le 15 mars 2024].

PENNETIER Annie, « GARCIA Louis, Joseph », *Le Maitron. Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2017, disponible sur : https://maitron.fr/spip.php?article191941 [consulté le 15 mars 2024].

PINOL Jean-Luc, *Espace social et espace politique : Lyon à l'époque du Front populaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 2022, DOI : https://doi.org/10.4000/books.pul.13487.

ROUSSO Henry, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle*, nº 94, 2007, p. 3-10, DOI : https://doi.org/10.3917/ving.094.0003.

SALAÜN Serge et SERRANO Carlos (dir.), *Autour de la guerre d'Espagne : 1936-39*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, DOI : https://doi.org/10.4000/books.psn.1508.

SERRANO Carlos, « PCF et guerre d'Espagne », dans SALAÜN Serge et SERRANO Carlos (dir.), *Autour de la guerre d'Espagne : 1936-39*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 120-126, DOI : https://doi.org/10.4000/books.psn.1534.

SILL Édouard, *Du combattant volontaire international au soldat-militant transnational : le volontariat étranger antifasciste durant la Guerre d'Espagne (1936-1938)*, thèse de doctorat en histoire contemporaine, Université Paris Sciences et Lettres (PSL), 2019.

SMIRNOV Vladislav, « Le Komintern et le Parti communiste français pendant la drôle de guerre, 1939-1940. (D'après les archives du Komintern », Paris, *Revue des études slaves*, vol. 65, nº 4, 1993, p. 671-690, DOI : https://doi.org/10.3406/slave.1993.6135.

TARTAKOWSKY Danielle, *Le Front populaire : la vie est à nous*, Paris, Gallimard, 1996.

VIDAL-NAQUET Pierre, *Les assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 2005.

WOLIKOW Serge, « Les archives de l'Internationale communiste et l'invention d'un possible, entre traces et espérances (1919-1922) », *Cahiers Jaurès*, nº 239-240, 2021, p. 161-177, DOI : https://doi.org/10.3917/cj.239.0161.

WALDINGER Roger, « "Transnationalisme" des immigrants et présence du passé », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, nº 2, 2006, p. 23-41, DOI : https://doi.org/10.4000/remi.2817.

NOTES

1 Marc Bonneville, *Naissance et métamorphose d'une banlieue ouvrière : Villeurbanne*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1978, p. 290.

2 Bernard Meuret, *Le socialisme municipal : Villeurbanne 1880-1982*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 304.

3 Né le 5 septembre 1911 à Nazareg (département d'Oran, Algérie), mort à Villeurbanne le 16 août 1937. Marié, père de trois enfants, Fuentes était issu d'une famille espagnole, installée à Villeurbanne en 1901. En 1934, il rejoint le Parti communiste et devint secrétaire de la cellule du quartier des Buers.

4 Danielle Tartakowsky, *Le Front populaire : la vie est à nous*, Paris, Gallimard, 1996, p. 144.

5 Vladislav Smirnov, « Le Komintern et le Parti communiste français pendant la drôle de guerre, 1939-1940. (D'après les archives du Komintern) », Paris, *Revue des études slaves*, vol. 65, nº 4, 1993, p. 671-690.

6 Pierre Vidal-Naquet, *Les assassins de la mémoire*, Paris, La Découverte, 2005, p. 232.

7 Henry Rousso, « Vers une mondialisation de la mémoire », *Vingtième siècle*, nº 94, 2007, p. 3-10.

8 *Deux ans d'activité au service du peuple : rapports du Comité central pour le IX^e Congrès national du Parti communiste français*, 1938.

9 Bernard Meuret, *Le socialisme municipal*, *op. cit.*, p. 304

10 Serge Salaün et Carlos Serrano, *Autour de la guerre d'Espagne* : 1936-39, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 208

11 Marie-Paule Dhaille-Hervieu, *Communistes au Havre*, Mont-Saint-Aignan, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2009.

12 Bernard Meuret, *Le socialisme municipal*, *op. cit.*, p. 304.

13 Conseil municipal de Villeurbanne, « Rapport du camarade Chambon : avis favorable aux demandes du comité antifasciste de Villeurbanne et par le comité des vacances populaires enfantines », *Délibération de la ville de Villeurbanne* 1936-1939, 22 mars 1936, Archives municipales de Villeurbanne (le Rize), p. 356.

14 Marc Bonneville, *Naissance et métamorphose*, *op. cit.*, p. 66-67.

15 Maurice Moissonnier, « Les nouvelles pratiques de la municipalité de Villeurbanne : le difficile "ministère des masses" au banc d'essai ? », *Le Mouvement social*, nº 153, 1990, p. 34-46.

16 « Porteurs de la peste bolchevique. À la porte les Espagnols rouges qui mangent le pain français », *La Liberté*, 22 août 1937, p. 5

17 Maurice Moissonnier, « Front populaire et identité communiste à Villeurbanne (1933-1936) », *Cahier d'histoire de l'Institut de recherches marxistes*, nº 24, 1986, p. 54-88.

18 Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*, *op. cit.*, p. 24

19 Le royaume de Yougoslavie est un État monarchique des Balkans, qui exista de la fin de 1929 (date à laquelle elle remplaça le royaume des Serbes, Croates et Slovènes) jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (1939-1945).

20 Maurice Moissonnier, « JOLY Camille » *Le Maitron. Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2010.

21 Carlos Serrano, « PCF et guerre d'Espagne », dans Serge Salaün et Carlos Serrano, *Autour de la guerre d'Espagne*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 1989, p. 120-126.

22 *Réunions du Comité central du PCF 1921-1977. État des fonds et des instruments de recherche tome* 1. 1921-1939, Fondation Gabriel Péri, 2007.

23 Serge Wolikow, « Les archives de l'Internationale communiste et l'invention d'un possible, entre traces et espérances (1919-1922) », *Cahiers Jaurès*, vol. 239-240, nº 1-2, 2021, p. 161-177.

24 La dictature de Primo de Rivera (1923-1931) a conduit le PCE à la clandestinité. La majorité de la direction du parti et des membres de la jeunesse ont été poursuivis et emprisonnés pour tentative de rébellion contre la sécurité de l'État.

25 Fernando Hernández Sánchez, « El Partido Comunista de España en la Segunda República », *Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne*, nº 51, 2017, p. 85-100.

26 *Ibid.*, p. 87.

27 Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*, *op. cit.*, p 91.

28 Fédération syndicale internationale (fondée à Amsterdam en juillet 1919) et l'Internationale ouvrière socialiste (fondée à Hambourg en mai 1923).

29 Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*, *op. cit.*, p. 92.

30 *Ibid.*, p. 93-94.

31 Conseil municipal de Villeurbanne, *Délibération de la ville de Villeurbanne 1936-1939*, 14 août 1936, Archives municipales de Villeurbanne (le Rize), p. 484.

32 *Ibid.*

33 Maurice Moissonnier, « Front populaire et identité communiste à Villeurbanne », *op. cit.*, p. 54-88.

34 Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*, *op. cit.*, p. 93.

35 Maurice Moissonnier, « Les nouvelles pratiques de la municipalité de Villeurbanne », *op. cit.*, p. 34-46.

36 « Les fabricants des grenades identifiés pour la plupart sont recherchés à Paris et à Lyon », *La Liberté*, 28 octobre 1936, p. 1.

37 Alain Belmont, « L'affaire des grenades », *Viva en ligne*, 6 mars 2020.

38 « La "Cagoule" s'aplatit », *La Liberté*, 24 novembre 1937, p. 3.

39 Formose Salini, « À la porte, les Espagnols rouges qui mangent le pain français », *La Liberté*, 22 août 1937, p. 5

40 Vladislav Smirnov, « Le Komintern et le Parti communiste français pendant la drôle de guerre », *op. cit.*, p. 671-690.

41 Né Frasquito Fuentes à Oran en 1885 et décédé en 1968. Le prénom de naissance peut être d'origine espagnole. Par la suite, il a probablement choisi de le franciser par François : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/regmatmil/osd.php?clef=Fuent%C3%A9s-Frasquito-1906-2089-Alg%C3%A9rie-Oran-1885-12-27-Ain+El+Hadjar-Oran- [consulté le 28 mars 204].

42 Jean Pallier, ce dernier étant accusé par les médias de gauche (*L'Humanité*, *La Voix du Peuple*) d'être un partisan du fascisme.

43 Considéré comme un journal de droite de l'époque.

44 « À la porte, les Espagnols rouges qui mangent le pain français », *op. cit.*, p. 5.

45 Nina Glick-Schiller, Linda Basch et Cristina Blanc-Szanton, « Transnationalism: A New Analytic Framework for Understanding Migration », *The Annals of the New York Academy of Sciences*, nº 645, 1992, p. 1-24.

46 « Le crime politique de Villeurbanne », *L'Humanité*, 22 janvier 1938, p. 2.

47 Roger Waldinger, « "Transnationalisme" des immigrants et présence du passé », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 22, nº 2, 2006, p. 23-41.

48 Anne Dulphy, Entre l'Espagne et la France. L'Algérie des pieds-noirs, Paris, Vendémiaire, 2014.

49 Recensements de 1921 et 1936 de Villeurbanne, Archives départementales du Rhône.

50 Registre militaire de Frasquito (François) Fuentes : http://anom.archivesnationales.culture.gouv.fr/regmatmil/osd.php?clef=Fuent%C3%A9s-Frasquito-1906-2298-Alg%C3%A9rie-Oran-1885-12-12-Ain%20El%20Hadjar-Oran- [consulté le 28 mars 2024]. On ne peut affirmer si François s'est installé avec sa femme et ses quatre enfants, dont Joseph. Il reste à voir si Joseph Fuentes résidait déjà à Villeurbanne avant l'arrivée de son père.

51 Maurice Moissonnier, « FUENTÈS Joseph », Le Maitron. *Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2010.

52 Annie Pennetier, « GARCIA Louis, Joseph », Le Maitron. *Dictionnaire biographique mouvement ouvrier mouvement social*, Paris, 2017.

53 Michel Fernandez, *Des années buissonnières* :1942-1945, Lyon, Éditions BGA Permezel, 2000, p. 101.

54 Parti communiste français, *Deux ans d'activité au service du peuple*, op. cit., p. 44-45.

55 Bernard Meuret, *Le Socialisme municipal*, *op. cit.*, p. 304

RÉSUMÉS

Français

Pendant les années 1930, dans un contexte de montée du fascisme en Europe et de Guerre d'Espagne (1936-1939), le Parti communiste français (PCF) devient un pôle d'information et d'action pour soutenir l'immigration espagnole en France. Sa stratégie d'intervention à Villeurbanne a été développée et conçue de manière unitaire par la relation et les accords entre les communistes français et la coalition des partis du Front populaire, et de façon indépendante puisqu'elle se définissait principalement par les décisions prises au sein du PCF, en contradiction avec la politique nationale de non-intervention. Cette indépendance a contribué à la consolidation des communistes à Villeurbanne, commune de la banlieue lyonnaise. Ses institutions, notamment la mairie et le conseil municipal, se sont mobilisées en faveur de l'Espagne républicaine au travers de campagnes de sensibilisation et de propagande. Celles-ci visaient à recruter des volontaires prêts à combattre le franquisme, ainsi qu'à créer des réseaux d'aide aux exilés installés à Villeurbanne et aux Espagnols restés de l'autre côté des Pyrénées Les communistes villeurbannais ont également favorisé l'adhésion au PCF d'Espagnols nés à Villeurbanne. Ceux-ci ont joué un rôle clé dans la construction d'un tissu social entre la population immigrée locale et les citoyens français.

English

In the 1930s, in a context of rising fascism in Europe and the Spanish Civil War (1936-1939), the French Communist Party (PCF) became a pillar for information and action to support the Spanish emigration in France. Its intervention strategy in Villeurbanne was developed and thought to be a joint initiative uniting the French communists and the coalition of parties of the French Popular Front; and also an independent initiative as it was mainly defined by the decisions made within the PCF, which were at odds with the national policy of non-intervention. It is precisely this independence which contributed to consolidating the communists in Villeurbanne, a suburb of Lyon, France. The administration and institutions of Villeurbanne strongly supported the Spanish Republicans through awareness and propaganda campaigns. Those campaigns aimed to recruit volunteers willing to fight Francoism and to create aid networks to help Spanish exiles in Villeurbanne as well as Spanish Republicans across the Pyrenees. The communists also favoured the integration to the party of Spaniards born in Villeurbanne. Those descendants played an essential part

in constructing the social fabric between immigrants of all origins and French citizens living in Villeurbanne.

Español
El auge del fascismo en Europa durante los años 1930 y en la Guerra de España (1936-1939), permitió convertir al Partido comunista francés (PCF) en eje canalizador de información y de acción para el apoyo a la inmigración española en Francia. Sin embargo, su estrategia de intervención en Villeurbanne se desarrolló y concebió de manera unitaria por la relación y acuerdos entre los comunistas franceses y la coalición de partidos que conformaban el Frente Popular; y también independiente por las decisiones tomadas en el seno del PCF que contradijeron la política nacional de no intervención. El carácter independiente fue precisamente lo que contribuyó al liderazgo de los comunistas en Villeurbanne, ciudad en los suburbios de Lyon, cuyas instituciones locales se movilizaron a favor de la España republicana a través de campañas de sensibilización y de propaganda con el fin de reclutar a voluntarios dispuestos a combatir contra Franco, así como la creación de redes de ayuda tanto para el exilio instalado en esa localidad como sus connacionales que se hallaban del otro lado del Pirineo. Además, de la inserción al partido de descendientes de españoles nacidos en Villeurbanne, cuyo rol fue clave para la construcción del tejido social entre la diversa población inmigrante local y los ciudadanos franceses.

INDEX

Mots-clés
Villeurbanne, exil espagnol, immigration espagnole, Parti communiste français, communisme municipal

Keywords
Villeurbanne, Spanish exile, Spanish immigration, French Communist Party, local communism

Palabras claves
Villeurbanne, exil español, inmigración española, Partido comunista francés, comunismo municipal

AUTEUR

Yonathan Alonzo Herrera
Université Lumière Lyon 2, LCE (Lettres et civilisations étrangères), F-69007 Lyon, France, yonathan.alonzo-herrera@univ-lyon2.fr